

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/EST/3

3 septembre 1997

(97-3549)

Groupe de travail de l'accession de l'Estonie

Original: anglais

ACCESSION DE L'ESTONIE

Communication de l'Estonie

Veillez trouver ci-après les questions et réponses additionnelles sur le projet de rapport. Sauf indication contraire, il est fait référence au document WT/ACC/SPEC/EST/2/Rev.1 du 11 avril 1997.

Question 1

Le paragraphe 11 donne à penser que les régimes de licence applicables, par exemple au commerce de détail des médicaments et aux services de télécommunication, sont distincts sans être véritablement différents.

Veillez préciser le sens de ce paragraphe. Quels sont les engagements en matière de traitement national/accès au marché offerts dans la liste AGCS?

Réponse

Les deux types de licences respectent pleinement les dispositions de l'article VI de l'AGCS (Réglementation intérieure) et ne figurent donc pas dans la liste AGCS de l'Estonie.

Question 2

Veillez préciser, le cas échéant, la différence entre la "licence d'activité" dont il est fait état au paragraphe 11 et le registre du commerce mentionné ici. Nous aimerions que des précisions sur le lien existant entre ces prescriptions figurent dans la section pertinente du rapport du Groupe de travail.

Réponse

La "licence d'activité" est une licence qui indique qu'une entreprise inscrite au registre du commerce est habilitée à mener une activité donnée, dans les limites (s'il y a lieu) précisées. Le Registre du commerce est le service officiel chargé de l'enregistrement des entreprises en Estonie. De par son inscription au Registre du commerce, une entreprise relève juridiquement du droit estonien puisque cette inscription lui confère les mêmes droits et obligations qu'aux entreprises estoniennes. Si une inscription au Registre du commerce est demandée par une branche d'activité pour laquelle une "licence d'activité" est requise, celle-ci doit d'abord être présentée au Registre. Tout comme la "licence d'activité", le Registre du commerce ne constitue pas un obstacle à l'activité des entreprises, mais est une source de renseignements sur les entreprises légales.

Question 3

Le paragraphe 15 sur le traitement national devrait préciser que l'Estonie applique le traitement national en matière de fiscalité "directe".

Réponse

La Loi concernant l'impôt sur le revenu s'applique aux revenus des résidents, qu'ils soient obtenus en Estonie ou ailleurs, ainsi qu'aux revenus des non résidents en Estonie. L'Estonie a déjà fourni au Groupe de travail le texte de la Loi sur l'impôt sur le revenu du 21 décembre 1993. Le décret du Ministre des finances n° 20 du 21 janvier 1994 sur les règlements d'application de la Loi sur l'impôt sur le revenu peut être consulté au Secrétariat (Division des accessions, salle 1126).

Privatisation

Question 4

Veillez confirmer que, par définition, les entreprises "privatisées" n'appartiennent plus à l'Etat.

Veillez préciser si les "exploitations agricoles" et les "entreprises industrielles" sont les seules entreprises étatiques.

Veillez indiquer la part de la production industrielle, du commerce extérieur et/ou du PIB que représentent les 10 pour cent d'entreprises non agricoles qui appartiennent encore à l'Etat.

Veillez énumérer les grandes entreprises encore aux mains de l'Etat qui occupent une position importante dans le commerce extérieur ou jouent un rôle dominant dans le commerce intérieur ou extérieur de certains produits.

Réponse

Par définition, les entreprises privatisées n'appartiennent plus à l'Etat. Dans certains cas, et afin d'élargir l'actionnariat, une partie des actions minoritaires ont été ultérieurement vendues à des investisseurs autres que l'actionnaire majoritaire. Durant la période s'écoulant entre la vente à l'actionnaire majoritaire des parts que détenait auparavant l'Etat et celle des actions minoritaires à de petits investisseurs, l'Agence estonienne pour la privatisation est propriétaire des actions minoritaires. Toutefois, cette situation n'a aucune incidence, au sens de l'article XVII du GATT de 1994, sur les entreprises commerciales d'Etat puisque le fait d'appartenir à l'Etat pendant un temps limité n'entraîne aucun avantage pour l'entreprise: il s'agit uniquement d'un détail technique, à savoir qu'il y a en général une période durant laquelle les actions minoritaires appartiennent à l'Etat entre les deux étapes de la privatisation, dans les cas où cette méthode est appliquée.

Au sens du paragraphe 17, toutes les entreprises privatisées appartenaient à l'une ou l'autre de ces deux catégories: exploitations agricoles ou entreprises industrielles.

En 1994, 67,5 pour cent de la totalité des revenus des entreprises provenaient du secteur privé, puis le taux est passé à 78 pour cent en 1995 et à 86,2 pour cent en 1996. En 1996, le secteur privé a fourni 63,8 pour cent de la totalité des recettes des secteurs du transport, de l'entrepôt et des communications, 82,7 pour cent de celles du secteur manufacturier, 89,5 pour cent de celles du secteur immobilier, des services de location et des services aux entreprises, 97,5 pour cent de celles du secteur de la construction et 98,6 pour cent de celles du commerce de gros et de détail.

Les travaux visant à parachever la privatisation en sont au stade final. Le gouvernement de la République d'Estonie a fourni une liste définitive des sociétés qui doivent encore être privatisées. Figurent notamment sur cette liste les grandes entreprises d'infrastructure qui seront privatisées et pour chacune desquelles a été élaboré un plan de privatisation. Il s'agit en particulier des principales sociétés exploitant les chemins de fer, les transports maritimes, les communications et l'énergie: Chemins de fer estoniens, Port de Tallinn, Energie estonienne, Schistes bitumineux estoniens, Télécom Estonie.

Question 5

Le paragraphe 19, qui décrit le rôle des autorités dans les entreprises d'Etat, ne dit pas comment les entreprises d'Etat déterminent leurs politiques ni si elles prennent leurs décisions en se fondant sur des "considérations commerciales". Si l'Etat est propriétaire d'une entreprise et en nomme la direction, il ne peut être considéré comme observateur neutre de son fonctionnement, y compris de sa situation financière et commerciale.

Veuillez expliquer pourquoi l'affirmation selon laquelle les achats des entreprises d'Etat n'entrent pas dans le cadre des marchés publics a été supprimée. Nous aimerions également obtenir des précisions sur la manière dont le gouvernement traite les marchés passés par les entreprises d'Etat: a) pour leurs besoins propres, et b) pour utilisation dans le processus de production. S'agit-il dans l'un ou l'autre de ces deux cas de marchés publics? Existe-t-il des règles particulières en matière d'impôts et de droits de douane, ou d'autres prescriptions?

Réponse

Figurent parmi les entreprises qui appartiennent encore à l'Etat celles qui:

- du fait de leur privatisation, ont le plus de répercussions sur le climat économique général (par exemple secteur de l'énergie, chemins de fer); et
- à ce jour, ont été offertes à des investisseurs privés sans succès (telles que les succursales périphériques de certaines entreprises de services peu rentables). Toutefois, l'Etat (le gouvernement) se doit, comme tout autre propriétaire d'entreprise, de respecter la Loi sur la concurrence. Les entreprises appartenant encore à l'Etat ne constituent donc pas une intervention du gouvernement estonien dans les mesures s'appliquant aux importations et aux exportations du secteur privé. Les entreprises encore aux mains de l'Etat doivent passer leurs marchés (achat ou vente) en s'appuyant sur des considérations commerciales, c'est-à-dire en laissant aux entreprises des autres parties contractantes toute latitude d'entrer en concurrence pour participer à ces marchés, conformément à l'usage commercial habituel.

La seule politique à laquelle l'Estonie a actuellement recours est celle qui interdit aux deux principaux producteurs d'énergie - Eesti Energia (Energie Estonie) et Eesti Põlevkivi (Schistes bitumineux estoniens) - de relever le prix de leurs produits aux niveaux que la direction de ces entreprises considérerait nécessaires. L'objectif est de combler progressivement et sans conséquences sociales indues le décalage existant entre le faible niveau des anciens prix de l'énergie et le niveau bien supérieur des cours mondiaux. Les prix actuels de l'électricité et de l'huile de schiste ont été fournis dans les réponses déjà données aux questions posées sur le projet de rapport (paragraphe 22-24).

Les achats effectués par les entreprises d'Etat ne sont pas considérés comme des marchés publics car le gouvernement n'a nullement le droit d'intervenir dans le fonctionnement au jour le jour de ces entreprises qui lui appartiennent encore. Les achats effectués par ces entreprises a) pour leurs besoins propres et b) pour utilisation dans le processus de production, relèvent de leur fonctionnement au jour

le jour et ne sont donc pas considérés comme des marchés publics. L'efficacité de cette politique est garantie par la Loi sur la concurrence. En Estonie, on entend par marché public l'achat par le gouvernement du matériel et des services qui lui sont nécessaires et dont il est le consommateur final, et qui ne sont donc ni revendus ni utilisés à des fins de production de biens destinés à la vente. La gestion d'entreprise ne saurait être une fonction de l'Etat. En conséquence, il ne peut y avoir de conditions spéciales offertes par le gouvernement aux entreprises encore étatiques. Pour de plus amples renseignements, voir la Loi concernant les marchés publics du 1er janvier 1996 et la Loi portant modification de la Loi du 1er janvier 1996 concernant les marchés publics, dont les deux textes ont été fournis aux membres du Groupe de travail.

Question 6

En matière de réforme commerciale et de privatisation, nous nous attendons à un engagement plus ferme en faveur de la transparence et estimons que les rapports doivent être plus fréquents que ceux qui sont prévus par le cycle de six ans des examens des politiques commerciales.

Par ailleurs, nous aimerions voir, dans le rapport du Groupe de travail, un tableau décrivant l'état d'avancement de la privatisation en Estonie, semblable à celui qui a été présenté par la Bulgarie dans le document WT/ACC/BGR/5, "Renseignements sur l'état d'avancement du processus de privatisation des entreprises d'Etat".

Réponse

En 1991, le chiffre d'affaires net consolidé des entreprises d'Etat représentait plus de 95 pour cent du chiffre d'affaires net de l'ensemble des entreprises. A la fin de 1996, la part de ces entreprises était tombée en moyenne à 10 pour cent. En conséquence, le programme de privatisation en cours est entré dans sa phase finale - privatisation des principaux secteurs d'infrastructure, par exemple Energie Estonie (qui produit, transporte et distribue l'électricité), Schistes bitumineux estoniens (qui extrait l'huile de schiste), Chemins de fer estoniens, Port de Tallinn et Télécom Estonie. La privatisation des principaux secteurs d'infrastructure est un processus relativement complexe, qui se déroule donc conformément aux plans de privatisation approuvés par le gouvernement, toute modification de ces plans exigeant une approbation séparée. Compte tenu du fait que la privatisation est presque terminée en Estonie, et que la privatisation de l'infrastructure est complexe et exige donc du temps, les rapports annuels réguliers demandés ne sauraient que répéter les mêmes renseignements d'une fois à l'autre. L'Estonie est prête à assurer la transparence de l'achèvement de son programme de privatisation dans le cadre des examens réguliers des politiques commerciales de l'OMC, conformément aux dispositions de l'OMC régissant la notification et les consultations.

L'Estonie peut fournir les renseignements suivants:

- privatisation par appel d'offres précédé de négociations préliminaires durant la période 1993-1996 (l'appel d'offres précédé de négociations préliminaires est utilisé dans les situations qui requièrent des conditions additionnelles telles que garanties d'emploi et d'investissement lors de la privatisation de grandes entreprises industrielles ou de service dans le secteur libéralisé):

	1993	1994	1995	1996	Total
A. Nombre de contrats de privatisation	54	215	142	43	454
B. Prix (millions de couronnes)	353,20	1 330,37	919,12	474,48	3 077,17
C. Prix moyen (millions de couronnes)	6,54	6,19	6,47	11,03	6,8
D. Passif accepté par les acheteurs (millions de couronnes)	195,56	700,23	617,87	230,26	1 743,92
E. Garanties d'investissement (millions de couronnes)	236,76	858,49	1 002,89	453,60	2 551,74
F. Nombre d'emplois garantis	9 099	25 573	17 279	1 274	53 225
G. Total des obligations acceptées par les nouveaux propriétaires (B+ D+ E+ F * 15 000) (millions de couronnes)	921,10	3 272,69	2 799,06	1 177,45	8 171,20

Les valeurs monétaires ont été arrondies au millier le plus proche.

- privatisation par appel d'offres ouvert entre 1991 et 1996 (la méthode de la vente publique aux enchères est utilisée dans le secteur libéralisé quand il n'est pas nécessaire de fixer des conditions additionnelles ou s'il est possible de déterminer les conditions applicables avant l'annonce de la mise en adjudication publique. Cette méthode est également utilisée pour la privatisation d'actifs en location et la vente d'actions minoritaires):

	1993	1994	1995	1996	Total pour 1991-1996
A. Nombre de marchés	252	126	120	84	1 280
B. Valeur totale des marchés (millions de couronnes)	122,79	68,17	79,80	148,71	442,94
C. Prix moyen (millions de couronnes)	0,507	0,541	0,665	1,770	0,346

Les valeurs monétaires ont été arrondies au millier le plus proche.

- vente publique d'actions de 1993 à 1996 (toutes les actions sont vendues aux enchères, le prix d'adjudication de l'action étant déterminé par les premières offres des soumissionnaires, lesquelles permettent d'établir le prix d'équilibre qui est ensuite appliqué à la vente de toutes les actions):

	1993	1994	1995	1996
A. Nombre d'entreprises	0	1	16	16
B. Prix (millions de couronnes)	0	99,87	604,54	662,07
C. Prix moyen (millions de couronnes)	0	32,63	92,06	172,31
D. PEV (prix d'équilibre par valeur nominale) des actions (B/C)	0	3,06	6,57	3,84

Les valeurs monétaires ont été arrondies au millier le plus proche.

L'Agence estonienne pour la privatisation a une page d'accueil sur Internet (<http://www.eea.ee/>). On y trouve les renseignements suivants:

- le programme de privatisation des biens de l'Etat pour 1997;
- la privatisation en Estonie - renseignements généraux et perspectives en 1997;
- la Loi sur la privatisation.

Ces renseignements sont mis à jour tous les deux mois.

Politique des prix

Question 7

Nous suggérons que les tableaux concernant les contrôles des prix en vigueur soient déplacés à la fin du rapport du Groupe de travail. Si le gouvernement réglemente les prix des importations pour le compte de ces entreprises, et qu'il en est propriétaire et exploitant, ne s'agit-il pas bel et bien de commerce d'Etat?

Réponse

Le gouvernement n'applique pas de contrôle des prix pour le compte de ces entreprises: ces entreprises négocient les conditions de leurs importations de manière indépendante. Le gouvernement se contente de fixer le prix maximal de leurs produits finals - et non pas le coût de ces produits. Il est certes propriétaire de ces deux entreprises mais n'en est pas l'exploitant et ne leur accorde pas le moindre avantage: il n'existe pas en Estonie de commerce d'Etat au sens de l'article XVII du GATT de 1994.

Question 8

Nous aimerions que l'engagement que l'Estonie est prête à prendre en ce qui concerne l'application uniforme des règles de l'OMC soit précis et exhaustif.

Nous préférons que figurent dans le protocole des "engagements" plutôt que des "assurances", de façon à savoir si les choses vont ou ne vont pas être faites, et nous aimerions des précisions sur la signification de la primauté des Accords de l'OMC en droit estonien.

Nous proposons donc que le passage concernant l'application des dispositions de l'OMC par les autorités infranationales soit formulé de façon différente, par exemple comme suit:

"28. Le représentant de l'Estonie a déclaré qu'en cas de conflit entre la loi estonienne ou d'autres textes législatifs estoniens et des traités internationaux ratifiés par le Parlement *Riigikogu*, ces derniers prévaudraient. L'Accord sur l'OMC serait considéré comme un traité international. Le représentant de l'Estonie a confirmé qu'aucune entité infranationale n'avait de pouvoir autonome en matière de subventions, fiscalité, politique commerciale ou autre mesure ~~concernant les importations et les exportations~~ couverte par les dispositions de l'OMC. Il a confirmé que les dispositions de l'Accord sur l'OMC, y compris le protocole de l'Estonie, seraient appliquées de manière uniforme sur l'ensemble du territoire douanier et des autres territoires sous contrôle estonien, y compris les régions de commerce frontalier et de circulation transfrontalière, les zones économiques spéciales et les autres zones où s'appliquent des régimes spéciaux en matière de droits de douane, de fiscalité et de réglementation. Il a ajouté que, lorsqu'elles auraient connaissance de situations de non-application ou d'application non uniforme des dispositions de l'OMC, les autorités centrales agiraient pour faire appliquer les règles de l'OMC sans obliger les parties lésées à recourir aux tribunaux. Le Groupe de travail a pris note de ces ~~assurances~~ engagements."

Réponse

L'Estonie ne peut accepter de supprimer le membre de phrase "concernant les importations et les exportations" mais est d'accord pour remplacer "assurances" par "engagements".

L'Estonie a fourni au Groupe de travail le texte de la Loi concernant les impôts locaux, aux termes de laquelle les municipalités et les communes sont autorisées à adopter des décrets imposant des taxes locales. Les impôts suivants sont considérés comme des taxes locales: impôt sur la personne, impôt local sur le revenu, impôt sur les ventes, impôt sur les bateaux, impôt commercial et taxe sur la publicité, taxe de fermeture des routes et des rues, taxe automobile, taxe sur la garde d'animaux et taxe sur les spectacles. Les autorités infranationales sont également autorisées à accorder des subventions dans la catégorie "verte" et des subventions ne donnant pas lieu à une action sur les recettes budgétaires locales.

Comme les traités internationaux s'appliquent également aux autorités infranationales, toute question ayant trait aux subventions, à la fiscalité ou à tout autre mesure prise par les autorités locales doit, au regard de la loi estonienne, être administrée conformément aux règles de l'OMC. La politique commerciale ne peut être du ressort des autorités infranationales et elle est appliquée uniquement par le gouvernement central conformément aux règles de l'OMC.

Droits commerciaux

Question 9

Nous aimerions que le concept selon lequel les prescriptions en matière d'inscription au Registre du commerce sont "d'application générale" (et non pas spécifique) figure dans le texte du rapport du Groupe de travail. Quels sont les critères? Ces derniers s'appliquent-ils de manière uniforme à tous, ou des dispositions particulières existent-elles pour certains types d'entreprises, en dehors de ce qui a déjà été indiqué en matière d'investissement étranger? Le libellé actuel "les critères généraux d'inscription au Registre du commerce étaient définis dans le Code du commerce" ne semble pas assez précis.

Plus précisément, il conviendrait d'indiquer dans le rapport du Groupe de travail la réponse à la question 1 du document WT/ACC/EST/9, annexe II, sur le droit des importateurs de demander des licences:

"1. Toutes les personnes physiques, entreprises ou institutions ont-elles le droit de demander des licences:

- a) sous réserve de certaines restrictions?**
- b) sans restriction?**

Existe-t-il un système d'enregistrement des personnes physiques ou des entreprises qui souhaitent pratiquer l'importation? Quelles sont les personnes physiques ou entreprises ayant droit? Est-il imposé un droit d'enregistrement? Existe-t-il une liste publiée des importateurs agréés?"

La réponse donnée par l'Estonie selon laquelle "les entreprises et institutions doivent être enregistrées conformément à la législation estonienne" n'est pas assez précise.

Réponse

L'inscription au Registre du commerce vise de manière générale toutes les opérations commerciales, y compris celles pour lesquelles une demande de licence d'investissement étranger a été déposée. L'inscription au Registre du commerce s'applique de manière uniforme à toutes les entreprises.

Selon le Code du commerce, l'inscription au Registre du commerce repose sur la présentation par le commerçant de la documentation demandée. Des documents supplémentaires peuvent être exigés s'il est nécessaire de déterminer les faits qui motivent la demande. L'inscription au Registre du commerce a lieu après présentation de la demande, par voie de décision judiciaire, ou sur toute autre base prévue par la loi. Les signatures apposées sur la demande présentée au Registre du commerce doivent être certifiées devant notaire. Le service du Registre n'a nullement le droit de refuser une inscription si tous les documents demandés ont été fournis, conformément aux prescriptions. Les documents demandés varient en fonction de la classification de l'activité commerciale. Les critères précis d'enregistrement sont énoncés dans le Code du commerce (Entreprise individuelle chapitre 75, sociétés de personnes chapitres 82-84, sociétés en commandite simple chapitre 127, sociétés à responsabilité limitée chapitres 137-145, sociétés en commandite par actions chapitre 25 et succursales chapitres 386-387). Si l'inscription au Registre du commerce est demandée pour une branche d'activité pour laquelle une "licence d'activité" est requise, celle-ci doit d'abord être présentée au service du Registre.

Il n'existe aucun système d'enregistrement des personnes physiques ou des entreprises qui souhaitent se lancer dans l'importation, à l'exception des dispositions concernant la "licence d'activité", qui peut être obtenue par toute personne satisfaisant à un ensemble de critères objectifs (par exemple qualifications, lieu où se déroulera l'activité, respect des prescriptions sanitaires, situation fiscale claire, etc.). Aucune différence n'est faite entre les entreprises étrangères et nationales en ce qui concerne les licences, qu'elles soient accordées automatiquement (obligation d'annoncer le début de l'activité) ou non.

Il existe un droit de licence dont le niveau n'est pas supérieur au montant permettant de couvrir les coûts, soit en général pas plus de 1 000 couronnes (EK) (1 DM = 8 EK); pour l'alcool et le tabac, le droit de licence est de 10 000 couronnes.

Aucune liste des importateurs n'est publiée. Il n'est pas possible d'en dresser une puisque la liste informatisée établie par les autorités compétentes contient les données relatives aux titulaires de "licences d'activité" valides.

1. Réglementation concernant les importations

Application de taxes intérieures aux importations

Question 10

Veuillez préciser si le seuil fixé pour les petits producteurs de bière est de a) 5 000 décalitres (comme indiqué aux paragraphes 40 et 43) ou de b) 300 000 décalitres (paragraphe 42).

Veuillez fournir, après traduction, les dispositions légales pertinentes.

Réponse

La Loi concernant le droit d'accise sur l'alcool et la Loi portant modification de cette dernière (entrée en vigueur le 1er juillet 1997) ont été communiquées au Groupe de travail. Aux termes de ces lois, le droit d'accise sur la bière s'applique en fonction du niveau de production annuel, comme indiqué ci-après:

Position, sous-position	Production annuelle/désignation du produit	Taux de droit (EK)
2203 00 011 2203 00 091 2203 00 101 2203 00 019 2203 00 099 2203 00 109	Production annuelle allant jusqu'à 5 000 décalitres (inclus) - bière titrant jusqu'à 4,7 pour cent en volume - bière titrant plus de 4,7 pour cent en volume	Exemption Exemption
2203 00 011 2203 00 091 2203 00 101 2203 00 019 2203 00 099 2203 00 109	Production annuelle allant de 5 000 à 500 000 décalitres (inclus) - bière titrant jusqu'à 4,7 pour cent en volume - bière titrant plus de 4,7 pour cent en volume	2,00 2,50
2203 00 011 2203 00 091 2203 00 101 2203 00 019 2203 00 099 2203 00 109	Production annuelle allant de 500 000 décalitres à 2 millions de décalitres (inclus) - bière titrant jusqu'à 4,7 pour cent en volume - bière titrant plus de 4,7 pour cent en volume	2,50 3,00
2203 00 011 2203 00 091 2203 00 101 2203 00 019 2203 00 099 2203 00 109	Production annuelle dépassant 2 millions de décalitres - bière titrant jusqu'à 4,7 pour cent en volume - bière titrant plus de 4,7 pour cent en volume	3,00 3,50

Question 11

Veuillez indiquer si la catégorie "vins de raisins frais en vrac" (tableau 3) se réfère bien au vin vendu en vrac. Veuillez fournir le texte de la loi concernant l'application du droit d'accise au vin importé en vrac et ultérieurement mis en bouteilles.

Réponse

L'Estonie doit retirer la réponse à la série de questions précédentes et les réponses concernant l'imposition du vin de raisin frais en vrac en raison d'une mauvaise interprétation des textes législatifs. Elle souhaite donc supprimer la dernière phrase du paragraphe 44, qui est incorrecte.

En vertu de la Loi concernant le droit d'accise sur l'alcool, la Loi portant modification de la Loi concernant le droit d'accise sur l'alcool, la Loi d'application de la Loi concernant le droit d'accise sur l'alcool et l'Ordonnance sur l'importation, l'exportation, la production et la vente d'alcool, de tabac et de produits du tabac, le droit d'accise sur le vin en vrac n'est perçu qu'une seule fois. Aucun droit d'accise additionnel n'est perçu sur le vin une fois mis en bouteilles. Conformément aux lois susmentionnées, le taux le plus faible de droit d'accise (8,00 ou 12,50 couronnes par litre selon la teneur en alcool, en volume) ne s'applique au vin en vrac que si celui-ci est transformé ou mis en bouteilles par l'importateur et conditionné sous la forme destinée au consommateur, avant d'être vendu, échangé, fourni à titre d'échantillons gratuits ou utilisé pour consommation personnelle. Le conditionnement destiné au consommateur est l'emballage dans lequel le vin de raisins en vrac est vendu au détail. Dans tous les autres cas (c'est-à-dire quand le vin en vrac est vendu, échangé etc. sans être préalablement mis en bouteilles), l'importateur doit payer un droit d'accise plus élevé (de 10,40 ou 15,60 couronnes par litre selon le titre).

Le critère qui permet de décider si l'importateur va mettre en bouteilles le vin reçu en vrac et être de ce fait assujéti au taux de droit d'accise le plus faible est la "licence d'activité". Si un importateur est également titulaire d'une licence pour la production d'alcool, il est présumé qu'il mettra en bouteilles le vin reçu en vrac. C'est l'Office national des impôts qui contrôle si tel est bien le cas.

Question 12

Veuillez fournir les renseignements suivants: Enregistre-t-on dans la catégorie "vins de raisins frais en vrac" des ventes nationales? Des importations? Quelle est la proportion dans chacune de ces deux catégories? Qui utilise ce produit, et de quelle manière? S'agit-il de petits producteurs de vin qui ne "produisent" localement que peu de vin mais se chargent de l'embouteillage du vin importé?

Réponse

Il n'y a aucune production de vin de raisin frais en Estonie. En 1996, les importations de vin en vrac se sont chiffrées à 185 902 litres, dont 91 pour cent de vins en vrac titrant au maximum 15 pour cent en volume.

Question 13

Veuillez donner dans le rapport le détail des catégories "autres boissons fermentées" et indiquer la nature et le volume de la production nationale et des importations.

Réponse

L'expression "autres boissons fermentées" se rapporte à la liste figurant au point 3 de l'annexe à la Loi concernant le droit d'accise sur l'alcool, par exemple cidre, vins de baies, hydromel, etc.

Question 14

Veuillez indiquer comment l'"alcool rectifié" est certifié pour l'utilisation en médecine.

Réponse

L'alcool utilisé à des fins médicales n'est pas traité différemment de l'alcool ordinaire mais est imposé en fonction de son utilisation. Pour acheter cet alcool, l'acheteur doit présenter au Ministère des finances une demande indiquant l'usage qui en sera fait et la quantité annuelle nécessaire sur la base de la consommation. La licence autorisant la vente d'alcools est délivrée par le Ministère des finances.

Question 15

L'Estonie a-t-elle fourni au Groupe de travail le texte de la Loi portant modification de la Loi sur le droit d'accise?

Réponse

L'Estonie a fourni les textes de la Loi sur le droit d'accise sur l'alcool et de la Loi portant modification de la Loi sur le droit d'accise sur l'alcool (document WT/ACC/EST/18). La Loi d'application de la Loi concernant le droit d'accise sur l'alcool et l'Ordonnance sur l'importation, l'exportation, la production et la vente d'alcool, de tabac et de produits du tabac ne sont pas encore traduites.

Question 16

Nous ne pensons pas qu'en taxant à l'importation les véhicules automobiles d'occasion uniquement, on évite la double imposition. La raison d'être de cette mesure semble être la même que pour le vin importé en vrac, mais, à la différence de ce qui se passe pour ce produit, il ne peut s'agir d'un crédit en vue de la vente ou de la transformation ultérieures. Pour les véhicules d'occasion, pourquoi ne pas appliquer aux ventes nationales le droit d'accise additionnel net?

Cet impôt semble davantage structuré comme un droit de douane que comme un impôt intérieur non discriminatoire. Nous devons poursuivre notre examen de ces questions.

Réponse

Aux termes de la Loi sur le droit d'accise sur les véhicules automobiles, le fabricant de véhicules est redevable de ce droit au moment de la vente, de l'échange, du transfert gratuit ou de l'utilisation personnelle. La vente ou la transformation ultérieures ne sont pas soumises au droit d'accise.

Question 17

Veuillez indiquer les types d'entreprises qui bénéficient de l'exemption de TVA accordée aux "petites entreprises"? S'agit-il d'entreprises de production ou de services, ou des deux? Sont-elles importatrices? Nous réservons notre avis sur le texte du paragraphe concernant les

"engagements" en attendant l'éclaircissement et la résolution des problèmes mentionnés plus haut à propos de la TVA, du droit d'accise et de la taxe automobile.

Réponse

D'un point de vue statistique, il est malheureusement impossible de différencier ces "petites entreprises" en fonction de leur type d'activité. De l'avis des experts, la majorité de ces entreprises offrent de "petits" services. Leurs coûts de production sont relativement peu élevés et il est donc logique pour elles, sur le plan économique, de ne pas s'inscrire comme redevables de la TVA.

Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences

Question 18

Veuillez indiquer si l'inscription au Registre du commerce mentionnée dans le paragraphe concernant les engagements pris en matière de droits commerciaux est liée au régime des "licences d'activité" décrites dans la présente section. Veuillez uniformiser la terminologie ou préciser les différences existant entre les prescriptions.

Réponse

La "licence d'activité" est une licence qui indique qu'une entreprise inscrite au Registre du commerce est autorisée à mener une activité donnée, qui est précisée sur le document, et dans des limites (le cas échéant) également précisées. Le Registre du commerce est le lieu où s'inscrivent les entreprises en Estonie. Toute entreprise inscrite au Registre du commerce relève juridiquement du droit estonien puisque l'enregistrement lui confère les mêmes droits et obligations qu'aux entreprises estoniennes. Si l'inscription au Registre du commerce est demandée dans une branche d'activité pour laquelle une "licence d'activité" est requise, celle-ci doit être d'abord présentée au service du Registre. Tout comme la "licence d'activité", le Registre du commerce ne constitue pas un obstacle à l'activité commerciale mais est une source de données sur les entreprises légales.

Le Code du commerce décrit les branches d'activité dans ses dispositions générales, au paragraphe 4 (Branches d'activité commerciale):

- un commerçant peut opérer dans les branches d'activité non interdites par la loi;
- les branches d'activité pour lesquelles une licence est requise ou dans lesquelles ne peuvent opérer qu'une catégorie donnée de commerçants peuvent être précisées par la loi;
- la branche d'activité indiquée dans les statuts d'une entreprise commerciale et l'inscription au Registre du commerce concernant ladite branche d'activité ne doivent pas être à même d'induire en erreur quant à la nature ou à la portée de l'activité du commerçant.

Question 19

Le nombre d'activités soumises à licence sera-t-il différent (par exemple inférieur) dans la nouvelle Loi sur les régimes de licences? Il est indiqué au paragraphe 56 que le texte du projet de loi serait communiqué au Groupe de travail. Quand pourrions-nous le voir? Quelle a été l'incidence de cette question sur les négociations de l'Estonie relatives à l'AGCS?

Nous réservons notre position sur le paragraphe concernant les engagements tant que nous n'avons pas pu examiner la nouvelle Loi sur les régimes de licences.

Réponse

A l'heure actuelle, la Loi sur les régimes de licences est encore à l'examen. Le projet de loi prévoit, en plus de la "licence d'activité", l'obligation d'annoncer le début des opérations (licence automatique) afin de réduire le nombre des licences non automatiques requises. Il ne prévoit pas de limiter le nombre de branches d'activité soumises à licence - il établira plutôt un cadre obligatoire régissant l'octroi de licences par le gouvernement afin d'assurer en permanence la conformité avec les accords relevant du GATT de 1994, notamment l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

Comme les critères applicables aux "licences d'activité" relèvent de l'article VI (Réglementation intérieure) de l'AGCS, l'Estonie ne mentionne aucune des "licences d'activité" dans sa liste d'engagements au titre de l'AGCS. Dans le cas où une autorisation est nécessaire pour la fourniture de services pour lesquels des engagements spécifiques ont été pris, les autorités compétentes devront, dans un délai raisonnable à compter de la présentation d'une demande en bonne et due forme au regard des lois et règlements estoniens, informer le requérant de la décision concernant ladite demande. A la demande du requérant, les autorités compétentes fourniront, sans délai indu, des renseignements sur l'instruction de la demande. Dans les secteurs où elle a contracté des engagements spécifiques, l'Estonie n'appliquera pas de prescriptions en matière de licences, de qualifications et de normes techniques qui annulent ou compromettent ces engagements d'une manière qui n'est pas conforme aux critères indiqués à l'alinéa 4 de l'article VI de l'AGCS, ou à laquelle on n'aurait raisonnablement pas pu s'attendre de sa part au moment où les engagements spécifiques dans ces secteurs ont été pris. S'agissant des services professionnels pour lesquels elle aura contracté des engagements, l'Estonie prévoira des procédures adéquates pour vérifier la compétence des professionnels de tout autre Membre.

Evaluation en douane

Question 20

Il est indiqué dans le rapport que les questions que nous avons soulevées au sujet de l'évaluation des transactions entre parties liées, de l'utilisation de valeurs témoins et de prix minimums à l'importation sont couvertes par les lois et règlements estoniens, conformément aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Nous ne pouvons croire que l'Estonie applique cet accord de l'OMC dans son intégralité tant que nous ne sommes pas plus au fait des lois et pratiques actuellement en vigueur. La question des parties liées est actuellement l'aspect le plus délicat de l'évaluation en douane pour la plupart des pays, plus encore que la question de la manipulation de la valeur. L'utilisation de listes de valeurs témoins peut devenir l'équivalent de celle de valeurs d'importations fixes si l'on n'utilise pas la hiérarchie des méthodes d'évaluation de l'Accord.

Veuillez fournir les textes traduits des lois et règlements portant sur l'application de ces aspects de l'Accord sur l'évaluation en douane, en indiquant les sections concernées.

Réponse

Une traduction du Règlement n° 4 du 11 janvier 1996 du Ministre des finances concernant la déclaration, la détermination et l'ajustement de la valeur en douane des marchandises qui vise l'utilisation de valeurs témoins et l'évaluation des supports informatiques peut être consultée au Secrétariat (Division des accessions, bureau 1126).

Règles d'origine

Question 21

L'Estonie pourrait-elle répondre à la question posée au paragraphe 66? A notre avis, les droits de douane ne sont pas le seul problème. L'Estonie élabore-t-elle actuellement des règles d'origine en prévision du cas où elle en aurait besoin à un moment donné?

Réponse

L'Estonie commencera à élaborer le nouveau Code douanier à l'automne 1997 et dans ce contexte adoptera également des règles d'origine non préférentielles. Ces règles seront strictement conformes aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine.

Après l'harmonisation des règles d'origine par l'OMC, l'Estonie adoptera des règles d'origine harmonisées non préférentielles. A l'heure actuelle, de telles règles n'existent pas en Estonie. Les règles d'origine s'appliquant aux échanges préférentiels sont strictement conformes aux disciplines énoncées dans la Déclaration commune de l'annexe II de l'Accord.

Droits antidumping, droits compensateurs et régimes de sauvegarde

Question 22

La formulation des engagements est dans l'ensemble acceptable. Compte tenu toutefois des nouveaux renseignements dont nous disposons, nous aimerions avoir une explication sur le rapport avec l'article 8 du projet de Loi sur le tarif douanier. Le problème est que cette loi serait la "législation à cet effet" et qu'elle servirait à appliquer des mesures. Quand il est dit "en élaborant la législation", s'agit-il d'élaborer des règlements ou des lois distinctes?

Réponse

L'Estonie fournira le texte du nouveau projet de Loi sur le tarif douanier dès qu'il sera traduit en anglais. Dans ce nouveau projet de loi, l'article 8 a été modifié et ne contient plus de dispositions sur les droits antidumping et les droits compensateurs. Toutefois, comme indiqué dans les engagements énoncés au paragraphe 70, l'Estonie n'appliquera pas de droits antidumping ni de droits compensateurs tant qu'elle n'aura pas donné effet aux lois appropriées. La Loi sur le tarif douanier ne comporte pas de dispositions sur ces droits.

2. Réglementation concernant les exportations

Droits de douane, droits et impositions pour services rendus, application de taxes intérieures aux exportations

Question 23

Nous aimerions voir l'annexe dont il est fait mention au paragraphe 71. S'il existe des taxes à l'exportation, elles devraient être énumérées par ligne tarifaire, leur montant devrait être notifié et il conviendrait d'en expliquer la raison d'être et de préciser le temps pendant lequel elles seront appliquées.

Nous proposons la formulation suivante :

"71. a) Le représentant de l'Estonie a confirmé que les taxes à l'exportation appliquées par son pays sur les biens et les services étaient énumérées à l'annexe ... du Protocole d'accession de l'Estonie, par ligne tarifaire du SH et avec indication de leur niveau. L'application de ces taxes est autorisée aux termes de ... dans le but de ... Après son accession à l'OMC, l'Estonie recourra le moins possible à de telles taxes et celles qui seront appliquées seront conformes aux dispositions de l'Accord sur l'OMC et publiées au Journal officiel. Toute modification de l'application de ces mesures, de leur niveau, de leur portée ou de leur justification fera également l'objet d'une publication au Journal officiel. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements."

Réponse

L'Estonie propose la formulation suivante:

"Le représentant de l'Estonie a confirmé que les taxes à l'exportation appliquées par son pays sur les biens et les services étaient énumérées à l'annexe ... du Protocole d'accession de l'Estonie, ~~par ligne tarifaire du SH~~ et avec indication de leur niveau. L'application de ces taxes est autorisée aux termes du Décret gouvernemental n° 52 du 19 février 1992 sur l'imposition de droits de douane dans le but de protéger le patrimoine culturel national. Après son accession à l'OMC, l'Estonie recourra le moins possible à de telles taxes et celles qui seront appliquées seront conformes aux dispositions de l'Accord sur l'OMC et publiées au Journal officiel. Toute modification de l'application de ces mesures, de leur niveau, de leur portée ou de leur justification fera également l'objet d'une publication au Journal officiel. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements."

A l'exportation, des droits de douane de 100 pour cent frappent les objets ayant une valeur culturelle (y compris les voitures d'époque fabriquées en 1950 ou avant). Les prix des objets ayant une valeur culturelle destinés à l'exportation sont fixés par la Division de l'Office central des antiquités spécialisée dans l'exportation des objets ayant une valeur culturelle. Le SH ne fait aucune différence en fonction de l'époque et il est donc impossible d'énumérer les objets assujettis à des droits d'exportation par ligne du SH.

Restrictions à l'exportation

Question 24

Deux problèmes différents sont soulevés dans les paragraphes 72 et 73: d'une part, l'utilisation des licences pour restreindre les exportations et de l'autre, le commerce d'Etat. Nous proposons de traiter dans cette section des prescriptions en matière de licences.

Nous proposons donc de diviser le paragraphe 72 en deux, la deuxième partie (nouveau paragraphe) commençant à "Les mesures de contrôle des exportations ...", afin de la séparer de la question de l'élimination des contingents et de la licence d'activité.

Réponse

L'Estonie est d'accord pour diviser ce paragraphe en deux paragraphes distincts.

Question 25

La délivrance automatique de licences d'exportation des déchets métalliques et radioactifs ne semble pas contraire aux règles de l'OMC. L'Estonie devrait fournir de plus amples

renseignements sur cette question dans la deuxième partie (nouveau paragraphe), par exemple en indiquant les critères de délivrance de ces licences, en fournissant des données sur les exportations récentes, en décrivant la manière dont les autorités mettent ces matériaux à disposition pour l'exportation sans aucune restriction, etc.

Réponse

A l'heure actuelle, l'Estonie n'a pas de régime de licences applicable aux déchets métalliques et aux déchets radioactifs, mais un monopole au sens de l'article XVII du GATT de 1994.

Conformément au Décret du Ministre des affaires économiques n° 3 du 26 mars 1996 concernant l'achat et l'exportation des déchets métalliques, le système de contrôle des débris et autres déchets métalliques vise les positions suivantes du SH:

7204.00000	8101.91900	8108.10900
7404.00000	8102.91900	8109.10900
7503.00000	8103.10900	8110.00190
7602.00000	8104.20000	8111.00190
7802.00000	8105.10900	8112.20390
7902.00000	8106.00100	8908.00000
8002.00000	8107.10900	

Le décret ne porte pas sur l'importation et le transit des déchets en question. L'entreprise autorisée à assurer le contrôle, EMEX, est tenue d'informer la population et les entreprises, par les moyens de communication de masse, de l'ordre d'acheter ces substances à des personnes physiques ou morales. Elle est tenue de contrôler le degré de radioactivité lors de l'achat. Dans le cas où la substance mise en vente dépasse les normes de radioactivité, elle doit immédiatement en informer le Service de secours. Sur le territoire estonien, elle est la seule entreprise autorisée à acheter des déchets métalliques à des personnes physiques, et uniquement si leur identité est bien documentée. Elle a le droit d'exiger du vendeur qu'il indique l'origine des déchets. Si l'origine ne peut être identifiée, elle est autorisée à demander de plus amples renseignements. En cas de doute quant à la légalité de l'origine des déchets, elle doit en informer la police. Sur le territoire estonien, seule EMEX est autorisée à acheter des déchets métalliques à une personne morale, sur présentation d'une déclaration de celle-ci indiquant le numéro d'enregistrement de l'entreprise ainsi que d'autres renseignements pertinents, le nom et la position de la personne remplissant la déclaration, la date, la nature du métal, la quantité, et son origine. La déclaration doit être faite sur papier à en-tête de la personne morale qui la présente, signée par le directeur et porter le tampon officiel de l'entreprise. L'achat doit faire l'objet d'un accord d'achat/vente en trois exemplaires, dont deux pour l'acheteur. EMEX doit obtenir d'autres sources des preuves documentées concernant les activités réelles de la personne morale qui vend, et exiger que celle-ci soit assujettie à la TVA et inscrite à ce titre à l'Office des impôts.

Dans le cas où l'origine du métal proposé par une personne morale ne peut être déclarée faute de renseignements, EMEX est tenue de demander une documentation supplémentaire - et en cas de doute sur les preuves, d'informer la police.

En 1996, les exportations de déchets métalliques d'EMEX se sont élevées au total à 7 984 000 couronnes. Cette année, elles atteignent 5 494 000 couronnes.

3. Politiques internes ayant une incidence sur le commerce extérieur des marchandises

Question 26

Nous réservons notre position sur le point de savoir si les activités du Fonds pour l'innovation n'équivalent pas à des subventions.

Réponse

Un projet de notification du Fonds pour l'innovation aux termes de l'article 8.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires a été distribué sous la cote WT/ACC/EST/20.

Obstacles techniques au commerce et mesures sanitaires et phytosanitaires

Question 27

Quelle est la situation du projet de législation mentionné aux paragraphes 84 à 86? Nous devons examiner ces textes, notamment celui qui porte sur le régime de licences. Nous aimerions avoir des renseignements sur le régime de licences de ce système sous la forme du questionnaire figurant dans le document WT/ACC/EST/9.

Réponse

La traduction du projet de Loi sur la normalisation peut être consultée au Secrétariat (Division des accessions, bureau 1126).

Commerce d'Etat

Question 28

Dans la section sur la privatisation, l'Estonie estime que 10 pour cent de ses entreprises industrielles ne sont pas encore privatisées. L'Estonie peut-elle donner des renseignements sur ces entreprises? Que produisent-elles? Pourquoi ne sont-elles pas encore privatisées? Est-il probable que certaines d'entre elles restent aux mains de l'Etat?

Réponse

Les 10 pour cent d'entreprises en question sont également destinées à être privatisées; il ne s'agit pas en particulier d'entreprises industrielles mais plutôt des grands exploitants d'infrastructure auxquels s'ajoutent les entreprises qui n'ont pas encore pu être privatisées faute de moyens techniques suffisants à l'Agence estonienne pour la privatisation, ainsi que celles qui ne sont pas assez attrayantes pour les investisseurs privés.

En 1997, les perspectives en matière de privatisation sont les suivantes:

L'essentiel du programme de privatisation portera en 1997 sur la préparation d'Eesti Energia, d'Eesti Plevkivi et des secteurs opérationnels des Chemins de fer estoniens à la privatisation ainsi que sur la préparation de la privatisation des terres. L'Estonie élabore actuellement les politiques qui permettront le développement des principaux secteurs d'infrastructure. Il lui faut mettre en place un cadre réglementaire efficace permettant de fixer les prix de l'électricité et de l'huile de schiste. L'objectif est de créer un dispositif établissant une norme objective et transparente de fixation des tarifs

qui puisse être évaluée par les futurs acheteurs. Compte tenu de la complexité de la question, il est peu probable qu'Eesti Energia et Eesti Põlevkivi soient privatisées avant 1998.

Les entreprises suivantes ont été vendues ou le seront en 1997:

- AS Eesti Metalliekspor (achat, transformation et vente de débris et déchets métalliques);
- RAS Autotranspordi Õppekeskus (formation des chauffeurs de camions et d'autocars);
- RAS Estimpeks: 51 pour cent des actions (activités d'intermédiation);
- RAS Tartu Autoremonditehas (production de remorques et de semi-remorques, réparation de moteurs d'automobiles);
- RAS Meie Meel (publication du journal Meie Meel);
- RAS BIT (publication de brochures, imprimés);
- RAS Eesti Konjunkturiinstituut (études de marché macro-économiques);
- RAS Kommunaalprojekt (conception dans le secteur de la construction);
- Rahva Raamat (librairie);
- RAS Logistika Maja (projets logistiques pour les compagnies de transport, logiciels nécessaires pour la logistique);
- AS Autopark Metra (services de transport sur l'île de Saaremaa, entretien et réparation de véhicules);
- AS grid-Emerek (navires ravitailleurs);
- RAS Järvamaa Takso-ja Bussikeskus (transport public dans le comté de Järva);
- RAS Hiiumaa Reisijateveokeskus (transport de passagers sur l'île de Hiiumaa);
- RAS Põlva Reisijateveod (transport de passagers dans le comté de Põlva);
- RAS Transpordi Infokeskus (presse spécialisée dans les transports);
- AS Maseko-Nord (produits de la pêche);
- AS HTM Sport (fabrication de matériel de sports d'hiver);
- AS Saku Linnas (production de malt).

Question 29

L'Estonie a mentionné deux entreprises, Eesti Energia et Eesti Põlevkivi, parmi ses entreprises d'Etat. Dans la section concernant le contrôle des prix, il est indiqué que leurs ventes d'énergie sont soumises au contrôle des prix. Ces entreprises, qui bénéficient de la protection des prix par l'Etat, seront-elles notifiées en même temps que le monopole d'Etat concernant les déchets métalliques? Si tel n'est pas le cas, pourquoi?

Réponse

Eesti Energia et Eesti Põlevkivi ne bénéficient pas de la protection des prix par l'Etat; l'Etat se contente de fixer le prix maximal qu'elles peuvent demander à leurs clients, conformément au décret du gouvernement. AS Eesti Metalliekspor, qui détenait le monopole du commerce des déchets métalliques, a été privatisée. Comme il est peu probable qu'Eesti Energia et Eesti Põlevkivi soient privatisées avant 1998, l'Estonie s'engagera à notifier ces entreprises au titre de l'article XVII du GATT de 1994 dès son accession à l'OMC, à moins que celles-ci ne soient alors déjà privatisées. En attendant, l'Estonie prépare des projets de notifications sur la situation actuelle de ces entreprises pour examen par le Groupe de travail.

4. Politiques agricoles

Question 30

L'Estonie pourrait-elle indiquer dans le texte les dispositions que la Loi sur les céréales va supprimer?

Réponse

L'Estonie assure que la modification de la Loi sur les céréales supprimera la possibilité de recourir aux contingents pour limiter les importations quand la demande intérieure est pleinement satisfaite par la production nationale. La traduction de la Loi sur les céréales sera communiquée d'ici au 1er septembre 1997 et le projet de Loi portant modification de la Loi sur les céréales, dès que possible.

Question 31

Nous aimerions avoir un exemplaire de la Loi sur les produits alimentaires.

Réponse

Il a été décidé que le régime de licences ne sera pas prescrit par la loi. L'alinéa 4 de l'article 4 de la Loi sur les produits alimentaires stipule que le gouvernement doit mettre en oeuvre le décret relatif au régime de licences pour la manutention des produits alimentaires. Le projet de texte sera prêt pour la fin de 1997 et le décret entrera probablement en vigueur au début de 1998. Comme la rédaction est en cours, il n'est malheureusement pas possible d'en fournir la traduction pour l'instant. L'Estonie confirme que les principes énoncés au paragraphe 99 serviront de base à la rédaction du décret susmentionné.

Question 32

Nous ne pouvons pas accepter la teneur du paragraphe 100. Nous ne pouvons admettre que le rapport du Groupe de travail débattenne des subventions à l'exportation dans le secteur agricole (paragraphe 101). Ces questions devront être abordées dans la Liste de l'Estonie relative à l'agriculture.

Réponse

L'Estonie ne peut accepter de modifier le paragraphe 100.

Transparence

Notification

Question 33

Veuillez indiquer comment et pourquoi l'Estonie doit donner notification de la Loi concernant le Fonds pour l'innovation. S'il s'agit de subventions, il convient d'aborder cette question dans la section sur les subventions. De plus, nous aimerions que la formulation habituelle concernant les notifications soit incorporée au reste de l'engagement. Nous réservons notre position sur ce paragraphe tant que nous n'en savons pas plus sur le Fonds pour l'innovation.

Réponse

Un projet de notification au titre de l'article 8.3 (subventions ne donnant pas lieu à une action) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires a été distribué sous la cote WT/ACC/EST/20.

ACCORDS COMMERCIAUX

Question 34

Veillez mettre à jour les renseignements fournis au paragraphe 126.

Réponse

"Le représentant de l'Estonie a indiqué que l'Accord de libre-échange de 1994 entre l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ne visait pas les chapitres 1 à 24 du SH mais qu'un accord sur les échanges de produits agricoles était entré en vigueur le 1er janvier 1997. Il a rappelé que l'Accord de libre-échange avec l'Union européenne laissait à l'Estonie la latitude de contrôler jusqu'à la fin de 1997 ses importations de produits agricoles au moyen de droits de douane. Il a confirmé que, si l'Estonie devait à l'avenir appliquer des droits d'importation, le traitement préférentiel ne serait accordé que dans le cadre d'accords de libre-échange, comme prévu à l'article XXIV du GATT de 1994."